



Afrobarometer Briefing Paper No. 21

Octobre 2005

Thème 1

Perception de la situation économique et des performances du gouvernement

Premiers résultats de l'enquête « Afrobaromètre 2005 » à Madagascar¹

Dans le cadre des nouvelles stratégies de réduction de la pauvreté (initiatives DSRP, PPTE), l'importance de la participation de la population à l'élaboration et au suivi des politiques mises en œuvres est soulignée. L'implication des citoyens favorise le principe d'« accountability » (l'Etat doit être comptable de ses actions devant les citoyens). En recueillant le point de vue de la population sur la situation économique et la performance du gouvernement, on s'inscrit dans cet objectif de « suivi participatif ». La perception de l'ensemble des habitants de l'Ile permet de mesurer l'ampleur des difficultés économiques, d'évaluer la pertinence et l'impact des actions entreprises par les autorités.

Résumé :

Les Malgaches ont un point de vue assez mitigé sur la situation économique actuelle. Une part relativement importante de la population déclare être souvent confrontée à des pénuries en termes de besoins essentiels (nourriture, eau potable, médicaments). Ils perçoivent une dégradation de la situation en termes de disponibilité des biens de consommation courante (notamment en raison de l'inflation), d'opportunités d'emploi et enfin, d'inégalités entre les riches et les pauvres. Toutefois, la population affiche un grand optimisme quant à la probabilité que les principaux problèmes économiques du pays soient résolus dans les prochaines années. Ils mettent déjà quelques résultats positifs à l'actif du gouvernement : réduction de l'insécurité, amélioration des services de santé et d'éducation et lutte contre la corruption.

Une perception très mitigée de la situation économique actuelle

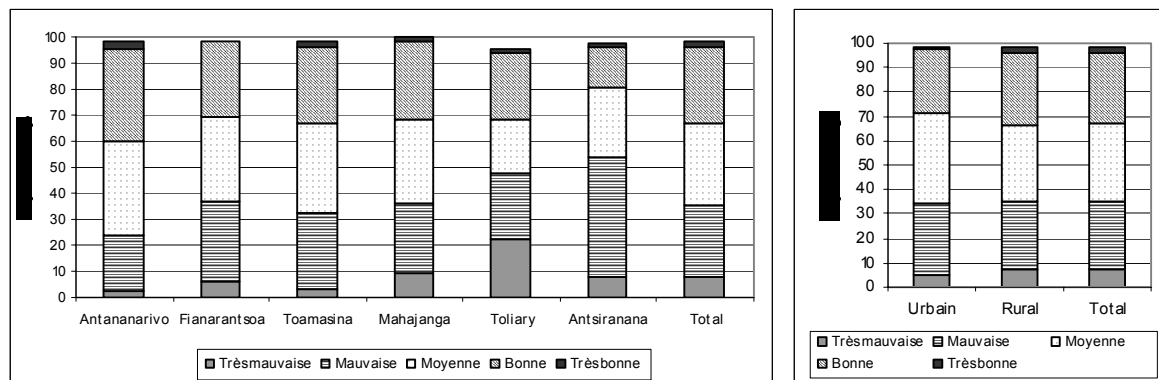
Les avis sont partagés sur l'appréciation de la situation économique actuelle du pays. Tandis que 31% expriment un jugement positif sur la santé de l'économie malgache, 35% considèrent que la situation est mauvaise, et enfin, 32% estiment qu'elle n'est ni bonne ni mauvaise². Le diagnostic est sensiblement le même qu'il soit établi par la population rurale ou urbaine.

¹ Cette étude a été réalisée par Mireille Razafindrakoto (IRD-DIAL), Laetitia Razafimamonjy (Coef-Ressources), Désiré Razafindrakaza (Coef-Ressources), François Roubaud (IRD-DIAL).

² La somme de ces trois pourcentages ne donne pas 100% sachant qu'il faut y ajouter les personnes qui, soit n'ont pas voulu donner un avis, soit ont déclaré ne pas savoir répondre. Pour l'ensemble des résultats présentés, on a appliqué ce principe de garder la catégorie des « ne sait pas », sans chercher à imputer à ceux qui s'y classent une attitude spécifique déduite de celle des individus ayant donné des réponses.

En revanche, les opinions sont assez différenciées suivant les régions de résidence des personnes interrogées. Ainsi, les habitants des provinces d'Antsiranana, de Toliary, et dans une moindre mesure de Fianarantsoa ont une perception plutôt négative de la situation économique du pays. Ils sont respectivement 54%, 47% et 37% dans ces provinces à considérer que la situation est mauvaise, voire très mauvaise (c'est le cas notamment pour 23% de la population dans la province de Toliary). A l'inverse, le solde d'opinion est clairement positif pour la province d'Antananarivo (avec 39% des habitants qui estiment que la situation est bonne contre 24% qui affirment qu'elle est mauvaise).

Graphique 1
Appréciation de la situation économique du pays

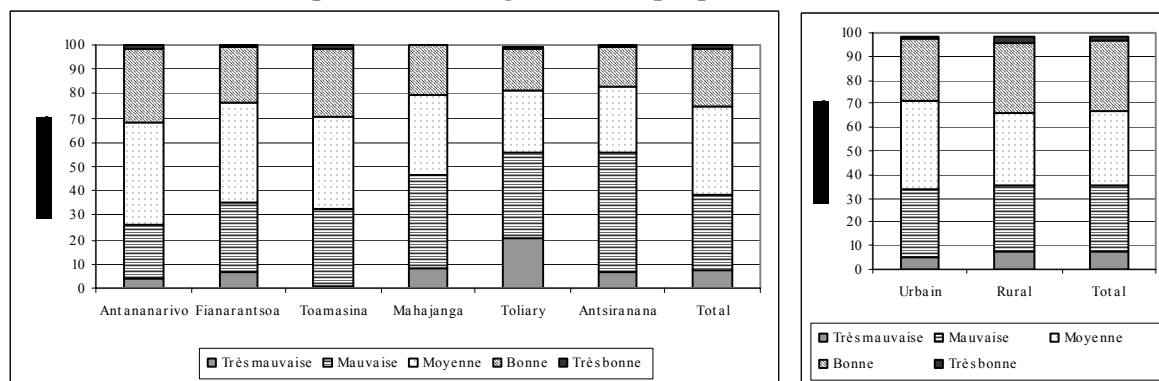


Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

Ces jugements sont évidemment corrélés avec la perception des individus de leurs propres conditions de vie. Une majorité (64%) estime en effet que leur situation est identique à celle de l'ensemble de la population malgache. C'est seulement dans la province de Toliary qu'ils sont relativement plus nombreux à déclarer que leurs conditions sont pires que celles des autres habitants de l'île (32% à Toliary contre 19% en moyenne pour l'ensemble).

Cependant, malgré le fait que la grande majorité considère que leur situation est équivalente (64%) ou meilleure (16%) relativement à celle de la moyenne des Malgaches, le bilan est plus négatif si on compare l'appréciation de la population de leurs propres conditions de vie à celle portant sur la situation générale du pays. Au total, 39% affirment que leur condition de vie est mauvaise, tandis que 25% seulement se déclarent satisfaits. Ici encore, les ruraux et les urbains ne se distinguent que faiblement. Les habitants des villes sont un peu moins nombreux à émettre une appréciation positive (20% contre 25% pour les ruraux). Si on classe les provinces, le pourcentage d'habitants se plaignant de leurs conditions de vie est très élevé à Toliary et à Antsiranana (56% dans les deux cas), suivis de Mahajanga (47%). C'est à Antananarivo (26%) et à Toamasina (33%) qu'ils sont les moins nombreux.

Graphique 2
Perception des ménages de leurs propres conditions de vie



Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

En regard de l'évaluation donnée par la population de la situation économique du pays, le diagnostic tiré de la perception des ménages de leurs propres conditions de vie, qui est plus négatif dans l'ensemble, amène à des interrogations. Il semble que la population estime que globalement l'économie malgache n'est pas particulièrement en mauvaise posture, même si elle est loin d'être florissante. Mais, parmi ceux qui ont un avis positif sur la situation économique du pays, un certain nombre considère que cela ne se traduit pas au niveau des conditions de vie de la population. D'ailleurs, cette interprétation se trouve confirmée par l'opinion de la population sur l'impact des politiques économiques. En effet, tandis que 59% des personnes interrogées affirment que ces dernières n'ont bénéficié qu'à une minorité de Malgaches, 27% seulement soutiennent qu'elles ont profité à la majorité.

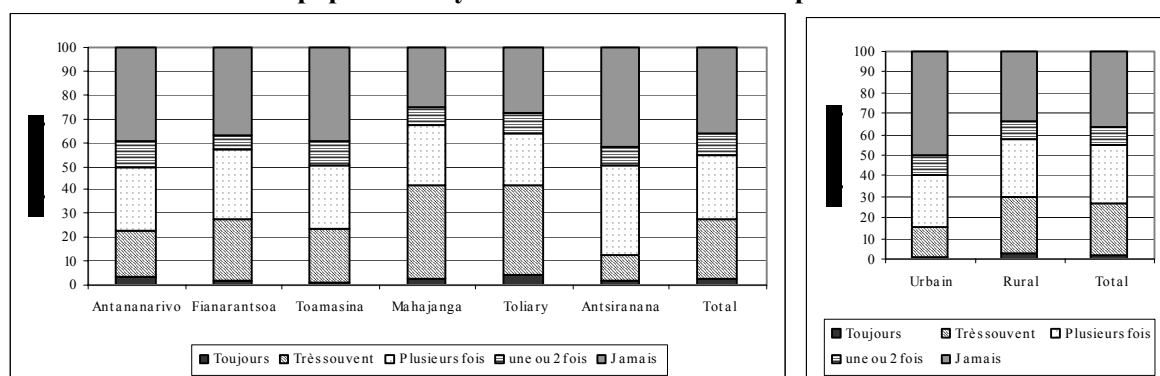
Une proportion importante de la population est confrontée à des situations de pénurie

Pour aller au-delà des perceptions globales et afin d'avoir une évaluation plus précise des conditions de vie de la population, les individus ont été interrogés sur les situations de pénurie (en termes de besoins essentiels : nourriture, eau potable, médicaments) auxquelles ils ont dû faire face. Il s'avère que le pourcentage de Malgaches souffrant de façon fréquente du « manque de nourriture pour manger à sa faim » (27%), du « manque d'eau potable » (13%), du « manque de médicaments » (15%) est loin d'être négligeable. Si on y ajoute ceux qui y ont été confrontés plusieurs fois au cours de l'année passée, les proportions augmentent fortement (et passent respectivement à 55%, 22% et 38%).

De façon claire, les conditions de vie sont plus dramatiques en milieu rural : Près des deux tiers des ruraux ont dû au moins une fois dans l'année gérer des situations de pénuries alimentaires ; 52% ont rencontré des difficultés pour obtenir des médicaments ; 30% ont été confrontés au manque d'eau potable. De toutes les provinces, Mahajanga et Toliary apparaissent les plus défavorisées avec des proportions beaucoup plus faibles d'habitants ayant échappé aux pénuries pour ces besoins essentiels.

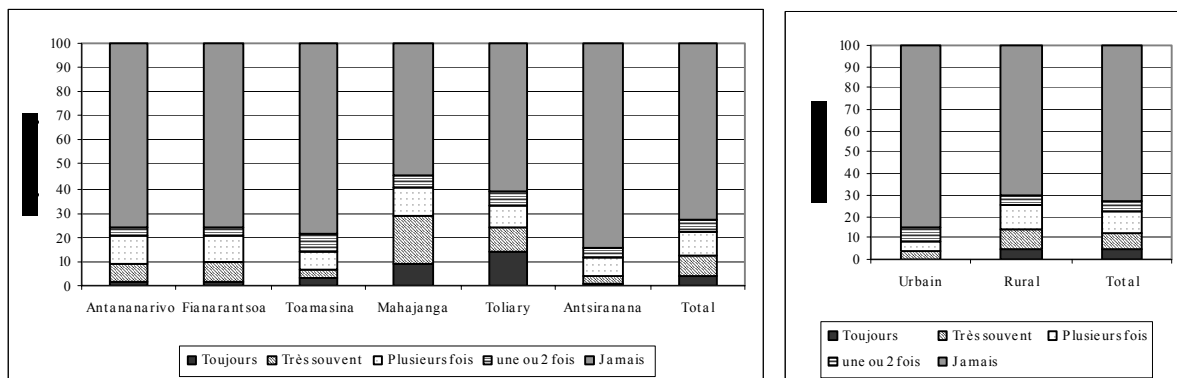
Plus généralement, la grande majorité de la population (84%) déclarent avoir dû faire face au moins une fois à des problèmes financiers au cours de l'année. Le pourcentage équivalent est de 86% pour le milieu rural (contre 72% en milieu urbain). Ces difficultés résultant de la faiblesse des revenus ont touché la quasi-totalité des habitants des provinces de Mahajanga (97%) et de Fianarantsoa (92%). Il convient d'analyser ces chiffres avec prudence, sachant que les problèmes financiers peuvent résulter de dépenses excessives ne portant pas forcément sur des besoins essentiels. On peut toutefois se faire une idée de l'ampleur des difficultés des ménages en notant que près 30% d'entre eux déclarent qu'ils ont rencontré des problèmes pour financer les dépenses scolaires de leurs enfants.

Graphique 3
Part de la population ayant vécu des situations de pénurie alimentaire



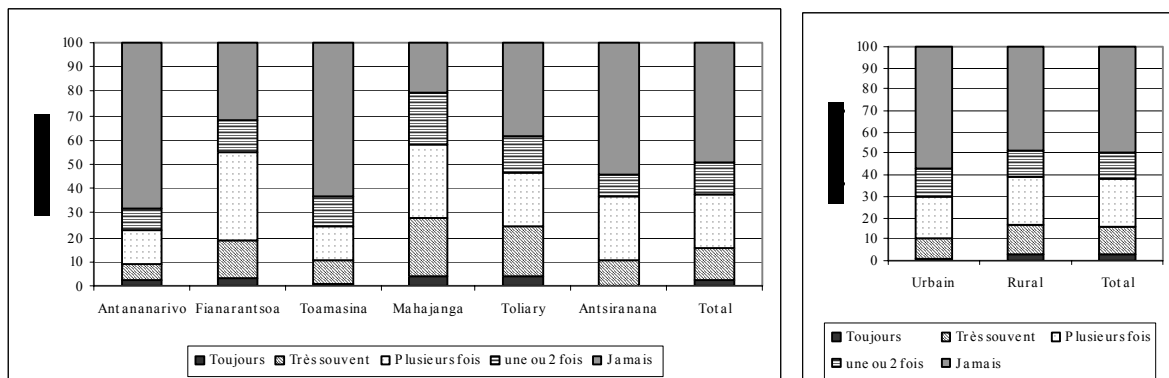
Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

Graphique 4
Part de la population ayant vécu des situations de pénurie en eau potable



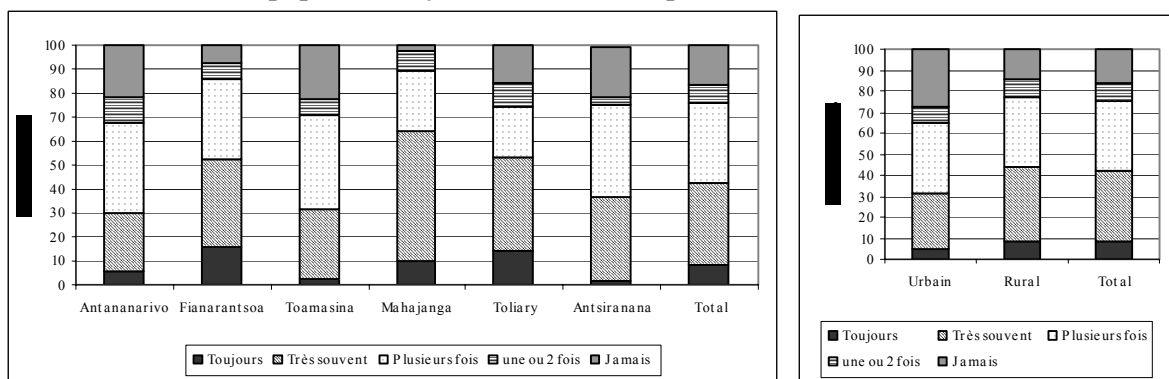
Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

Graphique 5
Part de la population ayant vécu des situations de pénurie en médicaments



Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

Graphique 6
Part de la population ayant rencontré des problèmes en termes de revenus



Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

Le sentiment d'insécurité : une des formes de la pauvreté à laquelle il faut remédier

L'insécurité physique est une forme de pauvreté. Le sentiment de sécurité est un besoin en soi, mais il a également une influence sur les conditions de vie. De manière directe, les agressions ont un impact sur la santé ou sur les biens d'un individu. Indirectement, l'insécurité peut limiter les marges de manœuvre en termes de déplacements et d'investissements. Sans atteindre des niveaux particulièrement alarmants, la situation à Madagascar peut être considérée comme préoccupante dans la mesure où 28% de la population vit avec la peur d'une agression dans son domicile, une personne

sur sept a été victime de vol dans sa maison, et 5% ont été victimes d'une agression physique au cours de l'année écoulée.

Tableau 1
Part de la population confrontée à des problèmes d'insécurité

% de ceux qui au moins une fois ont eu / été	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Urbain	Rural	Total
Peur des agressions dans sa maison	20,6	31,1	21,4	70,1	29,4	10,8	32,1	27,6	28,3
Victime de vol dans la maison	8,6	13,4	20,5	19,2	24,3	4,0	11,6	14,8	14,3
Victime d'agression physique	2,5	5,0	4,2	7,6	13,5	3,0	4,3	5,6	5,4

Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

La différence est peu marquée entre ville et campagne, même si le sentiment d'insécurité est sensiblement plus fort en milieu urbain, malgré une proportion plus faible de victimes. Les habitants de la province de Mahajanga se démarquent par la prégnance du sentiment de peur (partagé par 70%). Pourtant cela ne semble pas se justifier au vu de la proportion de ceux ayant subi des actes d'agression. Antsiranana se révèle à l'inverse comme la province la moins touchée par les problèmes d'insécurité.

Les priorités selon la population devraient porter sur les problèmes affectant les plus pauvres

Interrogés à partir de questions ouvertes sur les trois principaux problèmes dont la résolution devrait figurer dans les priorités du gouvernement, la population met en avant des difficultés dont l'ampleur a déjà été soulignée plus haut. La famine ou les situations de pénurie alimentaire figurent en première position. 27% des Malgaches insistent sur la nécessité de les résoudre. Cette demande émane aussi bien des urbains (29%) que des ruraux (27%), même si pour ces derniers, la priorité devrait porter sur l'agriculture qui est leur principale source de subsistance.

Vient ensuite l'amélioration des infrastructures (mentionnée surtout par la population rurale : 28%), susceptible de lever un certain nombre d'obstacles (notamment l'enclavement, les difficultés d'accès à des services de base, etc.) pour le développement. Parallèlement, la santé constitue une préoccupation majeure de la population pour laquelle la situation est loin d'être satisfaisante au vu des 24% de ruraux réclamant des actions prioritaires dans ce domaine.

Tableau 2
Les principaux problèmes auxquels le gouvernement devrait remédier en priorité

	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Urbain	Rural	Total
Famine	28,2	32,5	17,7	21,1	32,5	29,7	28,8	27,0	27,3
Agriculture	23,4	38,1	22,5	27,4	16,8	25,4	5,6	29,5	25,7
Infrastructures	21,5	13,6	37,7	27,7	21,6	42,4	10,3	28,4	25,5
Santé	24,8	23,7	8,6	34,1	17,1	27,5	13,9	23,8	22,2
Salaires /revenus	14,4	29,1	24,2	11,4	18,3	25,5	23,7	19,4	20,1
Pauvreté	18,5	13,8	24,7	21,4	14,6	15,2	30,8	15,6	18,0
Chômage	12,1	17,8	15,0	11,2	22,7	23,8	37,1	12,3	16,3
Sécurité	11,1	19,1	13,6	35,7	16,7	6,2	17,8	15,6	15,9
Gestion économie	24,5	15,1	12,5	5,2	10,3	14,3	16,8	15,4	15,6
Education	12,8	9,3	12,6	21,1	8,3	14,1	10,5	12,9	12,5
Corruption	3,9	6,6	3,7	3,8	8,0	3,6	6,0	4,7	4,9
Eau	6,1	3,5	2,8	6,9	6,1	2,9	1,3	5,5	4,8
Sécheresse	1,6	3,2	1,3	6,7	18,3	1,1	1,0	5,4	4,7

Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

Il convient de noter que dans les villes, la question de l'emploi (en particulier le chômage) est invoquée en priorité (37% des urbains). Si on y adjoint les problèmes de revenus (24%) et de pauvreté (31%) – sachant que l'emploi constitue la principale source de revenus des ménages, en particulier

des pauvres – créer des conditions favorables pour la création d’emplois de qualité est clairement une tâche à laquelle le gouvernement doit s’atteler pour répondre aux aspirations de la population.

Le diagnostic négatif de la population sur l’évolution de la situation en termes d’opportunités d’emploi sur le long terme vient confirmer la nécessité de s’attaquer à ce problème. Pour l’ensemble des provinces, à l’exception de Toamasina, la population des villes (mais également des campagnes dans une moindre mesure) souligne la dégradation du marché du travail. Des politiques ciblées sur les plus défavorisés devraient être mises en place sachant qu’une grande partie des Malgaches (57%), aussi bien en milieu rural qu’urbain, déplorent la montée des inégalités entre les riches et les pauvres au cours des dernières années (15% seulement pensent le contraire, soit un solde d’opinion de -42%).

Tableau 3
Evolution de la situation sur le long terme pour quelques questions-clefs

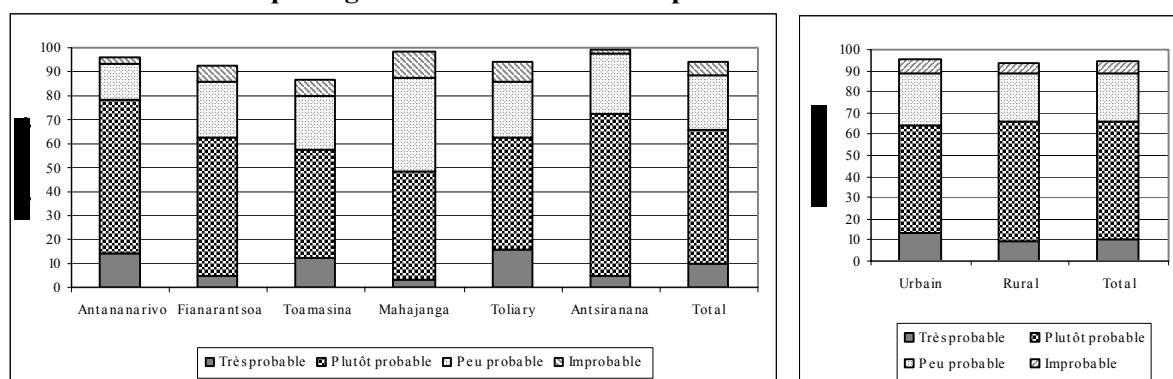
Solde d’opinion (% amélioration – % dégradation)	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Urbain	Rural	Total
Disponibilité des biens de conso. courante	+8,7	-6,5	+14,8	-27,6	-17,5	-43,1	-6,1	-6,3	-6,3
Opportunités d’emploi	-12,5	-20,8	+9,0	-19,2	-39,5	-50,0	-35,4	-16,0	-19,1
Inégalités entre riches et pauvres	-22,3	-51,3	-37,6	-49,9	-54,0	-60,7	-39,7	-42,1	-41,7

Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

La population affiche un grand optimisme pour le futur

Si les Malgaches sont aujourd’hui confrontés à de nombreuses difficultés économiques, ils continuent malgré tout d’accorder une grande confiance à l’égard du gouvernement. Lorsqu’on les interroge sur la probabilité que les autorités résolvent ces principaux problèmes dans les années à venir, les sceptiques ne constituent qu’une minorité (28% chez les ruraux et 31% chez les urbains). Ce constat prévaut quelle que soit la province, à l’exception de Mahajanga où les avis sont partagés (avec une moitié de la population estimant que c’est « peu probable »). Les optimistes prédominent plus particulièrement dans la province d’Antananarivo (78% estimant que c’est « très probable » ou « plutôt probable »).

Graphique 7
Probabilité que le gouvernement résolve ces problèmes dans les années à venir



Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

On pourrait relativiser cet optimisme en soulignant que la proportion de ceux qui affirment qu’il est « très probable » que le gouvernement réussisse à résoudre les principaux problèmes du pays reste très limitée. Toutefois, d’autres résultats viennent conforter la confiance des Malgaches en l’avenir. En effet, comme nous l’avons déjà vu, le bilan est très mitigé lorsqu’on analyse la perception de la population de la situation actuelle (du pays et de leurs conditions de vie) et de l’évolution par rapport à l’année passée (avec des soldes d’opinion légèrement négatifs). En revanche, les chiffres n’autorisent pas de doute – avec des soldes d’opinion favorables de l’ordre de +50 points de pourcentage – concernant les prévisions pour l’année prochaine. 60% de la population considère que la situation

économique de Madagascar va s'améliorer et ils sont 66% à afficher la même attitude concernant leur propre condition de vie.

Tableau 4
Perception de la situation actuelle et prévision pour l'année prochaine

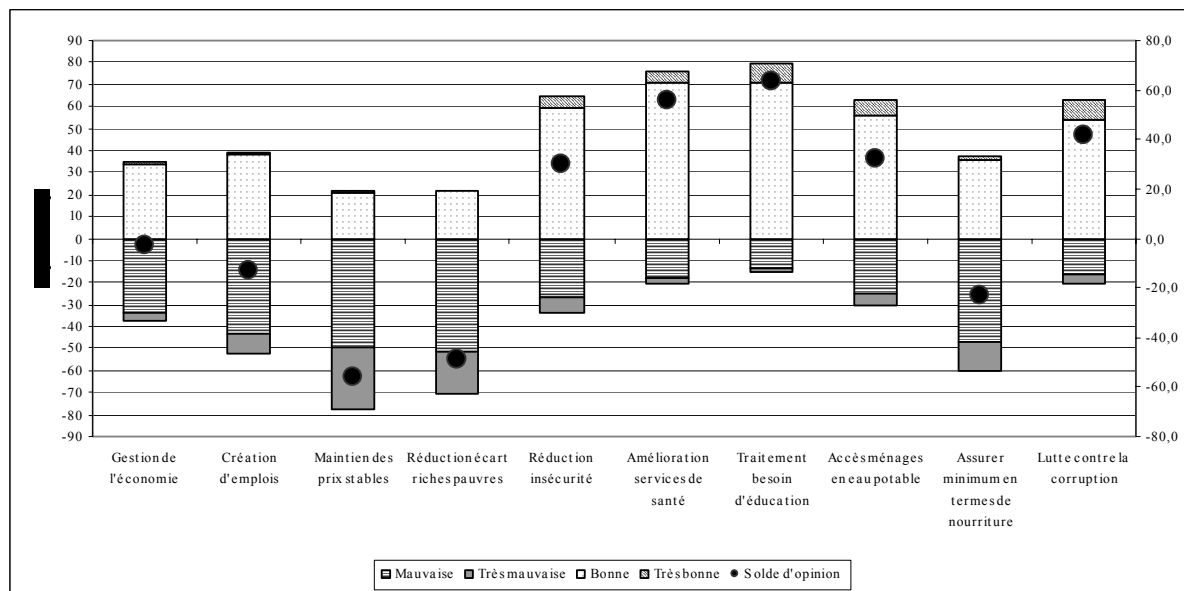
Solde d'opinion (positif-négatif)	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsirana	Urbain	Rural	Total
Situation économique actuelle du pays	+15,0	-7,4	+0,1	-4,0	-20,5	-37,1	-6,9	-3,6	-4,2
Leurs propres conditions actuelles	+5,3	-12,0	-3,1	-26,7	-37,1	-38,6	-17,8	-12,5	-13,4
Situation écon. pays / année dernière	+7,9	-7,7	-1,5	+10,8	-11,3	-36,9	+5,4	-5,4	-3,7
Leurs propres conditions / année dernière	+3,3	-6,7	+6,1	-5,2	-15,0	-35,9	-7,7	-5,4	-5,8
Situat° économique du pays dans un an	+63,1	+43,9	+47,3	+48,6	+51,8	+19,0	+48,5	+49,3	+49,2
Leurs propres conditions dans un an	+62,7	+54,6	+65,5	+53,0	+58,5	+14,4	+55,5	+54,8	+54,9

Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

Des résultats favorables à l'actif du gouvernement

La confiance vis-à-vis du gouvernement pour les années à venir pourrait s'expliquer par la perception des citoyens d'une amélioration de la situation dans certains domaines. Ces derniers sont ceux où une volonté d'entreprendre des actions efficaces était affichée. C'est notamment le cas en termes de lutte contre la corruption et de réduction de l'insécurité. Il en est de même pour les services de santé et d'éducation pour lesquels la population salue la bonne performance du gouvernement, malgré la persistance de certaines difficultés. L'amélioration des infrastructures a conduit à faciliter l'accès à l'eau potable selon la population (surtout en milieu urbain mais également en milieu rural dans une moindre mesure).

Graphique 8
Opinion sur la performance du gouvernement dans différents domaines



Source : Enquête *Afrobaromètre* Madagascar, 2005.

Note : Solde d'opinion = (très bonne+bonne) – (mauvaise+très mauvaise)

Cependant, les Malgaches attendent des autorités la mise en œuvre de stratégies efficaces pour favoriser la création d'emploi, freiner l'inflation, réduire les écarts entre les riches et les pauvres, et enfin, résoudre les problèmes de pénurie alimentaire. En effet, les performances du gouvernement dans ces domaines sont jugées négativement jusqu'à aujourd'hui. Il reste à savoir si, comme le suppose globalement l'ensemble des habitants de l'Ile, les autorités vont effectivement mettre l'accent dans les années à venir sur ces objectifs afin de répondre aux aspirations de la majorité.